



Enquête

Passé vaccinal & Prime inflation

Enquête en ligne des 20 et 21/12/2021

auprès de 650 entrepreneurs individuels et responsables de TPE



Principaux enseignements

Le passe vaccinal pour les clients : un mal nécessaire pour sortir d'une situation économique d'ores et déjà désastreuse pour les secteurs concernés ?

L'opinion des entrepreneurs individuels et dirigeants de TPE concernés se partage à égalité entre les pour et les contre sur ce renforcement de la lutte contre la pandémie qui les conduirait à ne devoir accepter que des clients disposant d'un schéma vaccinal complet.

Deux positions émergent : celles et ceux qui considèrent cette mesure comme un mal nécessaire et ceux qui craignent une accentuation de la chute de fréquentation constatée par plus des 3/4 d'entre eux au titre du mois de décembre.

Tous souhaitent maintenir leur activité ouverte pour garantir leurs chances de survie.

Par ailleurs, la présente enquête réalisée avant la publication du projet de loi "renforçant les outils de gestion de la crise sanitaire" ne fait mention d'aucune des deux mesures considérées comme rédhibitoires par les professionnels lors de la mise en place du passe sanitaire en juillet 2021 :

- les contrôles d'identité.
- le renforcement des sanctions.

Le passe sanitaire pour l'ensemble des salariés : un principe rejeté... à l'exception des professionnels déjà concernés

Intuitivement, peut-être « instinctivement », 62% des chefs d'entreprise rejettent l'idée d'un passe sanitaire pour leurs salariés à la lumière de la liste des sujétions supplémentaires que comporterait l'extension d'un tel dispositif déjà applicable dans certaines filières :

- Des contraintes organisationnelles liées au contrôle systématique de chaque salarié ainsi qu'à la gestion des salariés absents.
- Des contraintes sociales en raison de potentiels conflits avec des salariés réfractaires.
- L'incertitude juridique quant au devenir des salariés interdits d'accès à leur poste.
- L'épée de Damoclès de sanctions pénales disproportionnées dans l'hypothèse d'une absence de contrôle (1 an d'emprisonnement et 45.000€ d'amende).

Si ces éléments sont réels, les chefs d'entreprise peuvent néanmoins trouver réconfort auprès de leurs collègues ayant d'ores et déjà été contraints de mettre en place le passe sanitaire, lesquels sont près de 98% à approuver cette extension à l'ensemble des salariés.

Il n'en reste pas moins que, y compris pour ces derniers, le principe de l'affectation du personnel réfractaire hors le contact avec la clientèle ne sera plus autorisé, si bien que l'impact concret sur le terrain pourrait ne pas avoir été entièrement mesuré à ce stade.

La poursuite de difficultés économiques majeures

L'enquête CSA pour le SDI de Novembre 2021, réalisée avant la 5ème vague Covid, avait relevé les principaux éléments suivants :

- Un constat de baisse de CA 2021 vs 2019 pour 44% des personnes interrogées.
- Une absence de forte reprise de l'activité depuis juin 2021 pour 70%.
- Un dispositif de relance (les 100Mds€) sans effet sur leur activité pour 80%.
- Des problèmes de trésorerie pour 45% (dont 19% importants à critiques).
- Des difficultés financières personnelles pour 42% (dont 14% importantes).
- 16% craignent de devoir cesser leur activité d'ici la fin du mois de décembre 2021.
- 72% ont entamé leur PGE de plus de la moitié voire l'ont épuisé.
- Près d'1/3 considèrent comme vital l'allongement de la durée de remboursement de leur PGE.

La présente enquête démontre une amplification de ces difficultés au cours du mois de décembre 2021, pour près de 35% des personnes interrogées.

Principaux enseignements

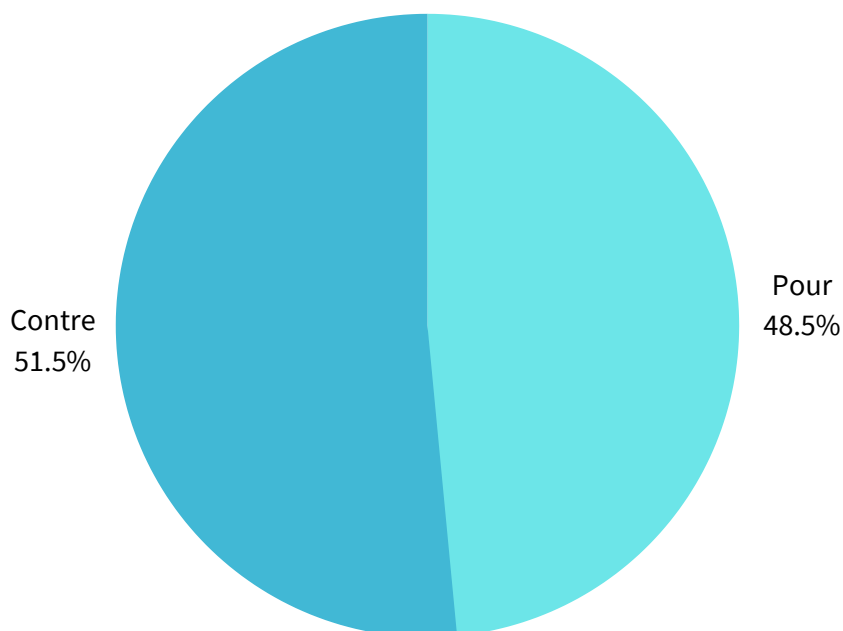
Cette donnée est d'autant plus alarmante pour les commerces de proximité dont 10% à 20% du chiffre d'affaires annuel est réalisé au mois de décembre.

Ainsi, près d'1/4 des entrepreneurs individuels et dirigeants de TPE indiquent que l'avance de 100€ de la prime inflation à verser à leurs salariés sur le mois de décembre pénalisera leur trésorerie. Sachant qu'une TPE emploie en moyenne 3 salariés, on mesure les difficultés rencontrées pour une "simple" avance de 300€.

A ce stade, le gouvernement étudie encore la situation et lance des annonces au fil de l'eau, citant certains secteurs, limitant les soutiens aux salariés par le chômage partiel, abaissant le niveau de perte de CA pour espérer pouvoir bénéficier de dispositifs non cadrés, concerte sur le passe sanitaire en entreprise, ...

Il est temps d'agir massivement et concrètement pour la survie des TPE !

**Mettre en place le passe vaccinal pour
les structures dont l'accès de la clientèle nécessite
à ce jour un passe sanitaire**



Témoignages

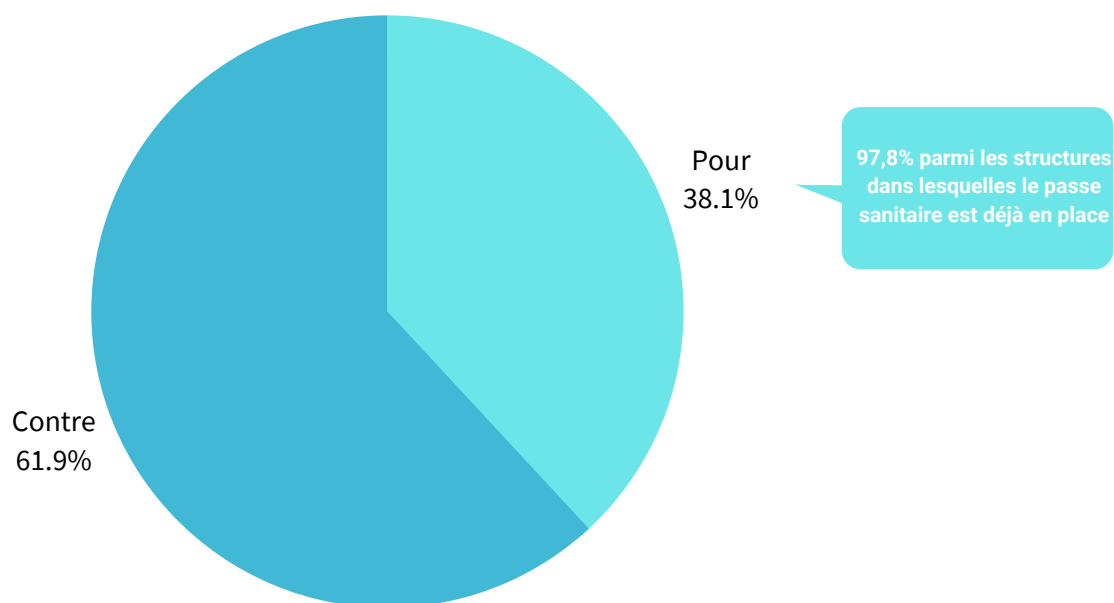
"Car il faut en finir avec le Covid, on perd du chiffre de jours en jours".

"La fréquentation sur place est déjà grandement diminuée à cause du passe sanitaire, ce sera encore pire avec un passe vaccinal".

"Moins de triche ?".

"Lourd d'organisation pour les petites structures".

Mettre en place un passe sanitaire pour l'ensemble des salariés de France



Témoignages

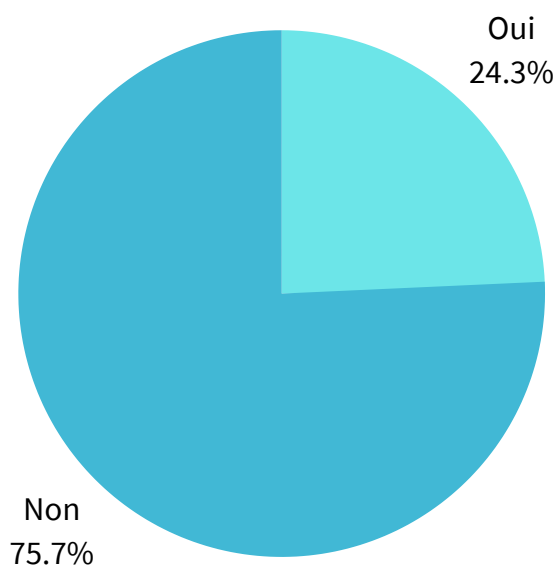
"Seule la vaccination pourra nous faire avancer dans la lutte."

"Ce n'est pas le rôle des entreprises."

"Si une obligation peut permettre d'enrayer ces virus, et nous permettre de travailler normalement."

"Impossible à mettre en place dans plusieurs points de vente."

Le versement de la prime inflation à votre (vos) salarié(s) représente-t-il une difficulté pour votre trésorerie ?



Témoignages

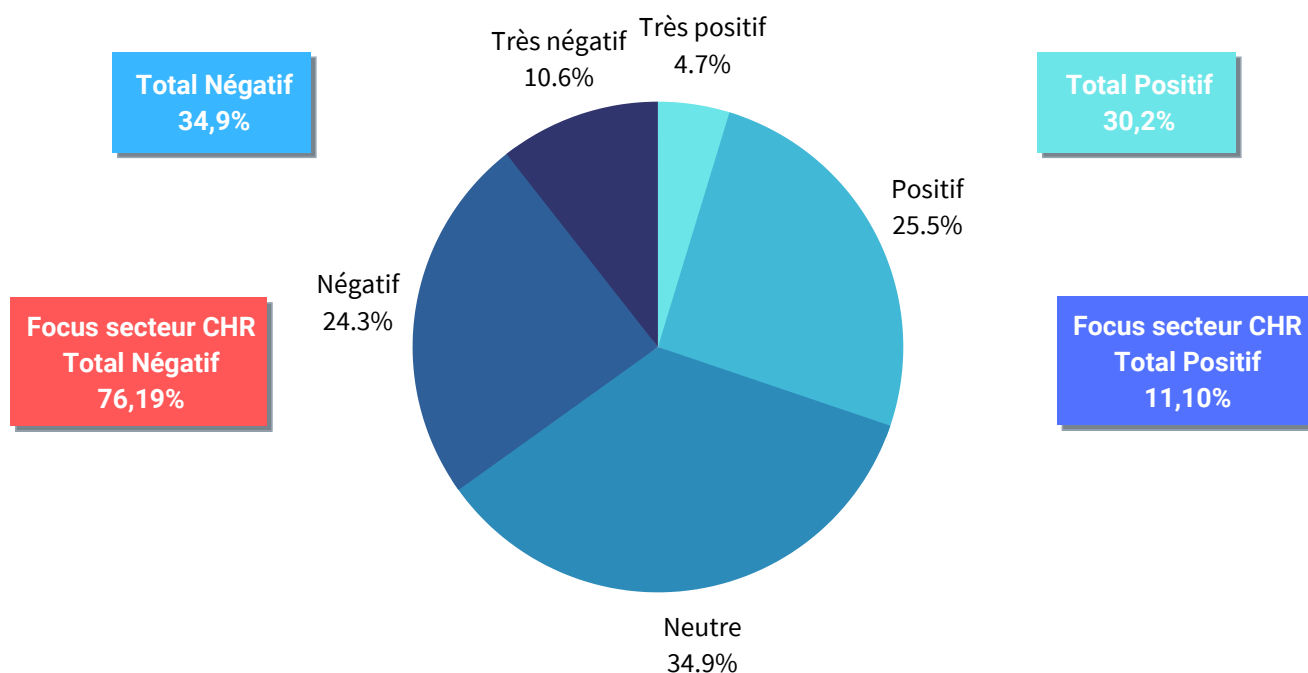
"Non, mais baissions les charges sociales pour augmenter leur pouvoir d'achat."

"Heureusement que nous avons de la trésorerie sinon ce serait un coût pour mon entreprise à avancer."

"Contente pour mes salariés."

"Amplifie le problème de trésorerie."

Quel est le bilan commercial de votre activité au titre du mois de décembre 2021 ?



Témoignages

"Similaire à décembre 2019, mais ça n'a pas été le cas pour tous les mois."

"En baisse mais aucune aide."

"Moins de fréquentation pour le sur place, l'emporté est neutre."

"Activité au jour le jour."